



Les locaux de MBS en feu à Antananarivo  
(photographie de l'auteur).

libellée de propagande anti-démocratique : « ce n'est pas de l'information ». Et certes, lorsque l'on pense que la réalité n'a pas à être interprétée, mais tout bonnement agit selon le dessein unique du souverain, qu'il soit Dieu, président ou parti, alors le débat d'idée n'est-il pas de l'information. La justification est d'autant moins tenable que l'interview en question avait déjà été partiellement diffusée par la plupart des télévisions du pays : le seul tort de Viva Tv aurait donc été de vouloir la diffuser dans son intégralité ? Quel était le but poursuivi, avoué ou non, dans cette décision de fermer une chaîne privée pour une émission diffusée à une heure de

MÊME LES NUAGES ONT DES FAILLES. Ceux d'un cyclone par exemple : des failles tourbillonnantes, autour d'un œil, immobile en apparence, mais qui sait de quel côté il regarde ? Durant ce début d'année 2009, des turbulences se sont tournées sur l'intérieur de Madagascar dont on hésite pareillement à saisir les intentions. Au calme aura succédé en effet une vague de destructions et de pillages. Que s'est-il passé ? Une partie du peuple d'Antananarivo puis de la Grande Île a-t-elle saisi l'occasion qui se présentait de sortir de son immobilité ? Ou ne serait-ce pas plutôt une tentative de coup d'état ? Le regard quoiqu'il en soit porte soudain dans les failles des rêves humains avec une familiarité et une intransigeance que la difficulté de la vie au jour le jour avait rendues transparentes.

Revenons un peu en arrière, pour injecter dès lors dans cette trame les opacités révélées par le temps. La fermeture sur ordre ministériel, fin décembre 2008, de la chaîne de télévision VIVA Tv, propriété du maire d'Antananarivo Andry Rajoelina, fut perçue par beaucoup comme une censure. Et si, *de fait*, elle ne fut rien d'autre, les discussions ont portés depuis sur le droit que s'est arrogé l'Etat dans cette affaire. Les membres du parti au pouvoir (le TIM<sup>1</sup>) se sont essayés, avant et après les faits, aux arguments les plus fallacieux pour justifier cette intervention : une interview de l'ancien président de la République de Madagascar, l'amiral Didier Ratsiraka, diffusée tard le soir, aura ainsi été

faible écoute ? La population malgache, en effet, se couche tôt... et se lève tôt. De quoi, selon le proverbe, l'on pourra conclure de cette action conduite sous la présidence de M. Marc Ravalomanana, qu'elle fut surtout accomplie pour dire à tous : à qui le monde appartient.

L'actuel président de la République a fait feu sur VIVA Tv parce qu'elle appartient à un adversaire politique, Andry Rajoelina, lequel avait pris depuis quelques temps la fâcheuse habitude de lui voler la vedette. Mais l'adversaire n'est pas seulement médiatique : M. Rajoelina, entrepreneur à succès comme son aîné<sup>2</sup>, fait partie de la nébuleuse de l'opposition, et en est devenu le point le plus visible suite aux attaques du pouvoir en place. Elu il y a un an à la préférence du candidat soutenu par le TIM, et ayant hérité de la gestion d'une ville surendettée, M. Rajoelina a du compter avec un chef d'Etat ayant mal accepté que ses plans ne se passent pas comme prévu<sup>3</sup>. L'élection de M. Rajoelina fin 2007 fut un premier désaveu de la politique de M. Ravalomanana par la capitale, et la démonstration de force par laquelle ce dernier voulut en finir avec son adversaire s'est retournée, cette fois-ci, non seulement contre lui, mais ce qui est plus grave, contre la République elle-même. Ceux qui voyaient en M. Ravalomanana un libérateur devenu autocrate ne pouvaient que se sentir autorisés à poursuivre dans cette voie. Non content de tenir les rênes de la télévision nationale malgache (TVM), il faut savoir en effet que le président et ses proches sont également les propriétaires de la seule chaîne de télévision privée autorisée à émettre ailleurs que dans la capitale, Madagascar Broadcasting System (MBS). Les sièges de ces deux institutions furent les premières cibles de la révolte populaire, brûlées toutes deux ce lundi 26 janvier 2009. Signe de la précarité ambiante, les manifestants emportèrent tout ce qu'ils purent des bâtiments de la MBS, dans une cohue farouche. Et malgré l'éternel sourire des malgaches, l'extension de l'œil du cyclone fit cet après-midi-là deux morts par balle, et plusieurs blessés. Dans la soirée, les pillages et les destructions se sont étendus à toute la ville, et dès le lendemain ce furent toutes les grandes agglomérations du pays qui virent se jouer le même scénario : des attaques frontales menées contre les entreprises appartenant au chef de l'Etat. La pauvreté creusant la cupidité, certains virent là l'occasion de tirer à eux une part du butin, et l'on vit, surtout dans la capitale, des bandes attaquer les grandes surfaces sous licence étrangère et autres lieux de richesse réputée. Mais il s'agit dès l'abord de ne pas confondre ici la destination politique des attaques menées contre les possessions de M. Ravalomanana, les vols de conquête et de pauvreté menés à leur suite directe — les entreprises de ce dernier comptant parmi les distributeurs les plus importants de toute l'île en PPN<sup>4</sup> — et les pillages proprement dit.

Ainsi, pour comprendre les raisons de ce soulèvement : suffirait-il donc de passer en revue les trois piliers sur lesquels repose le pouvoir de M. Ravalomanana<sup>5</sup> ? Oui, dans le sens où ces surgeons nous font voir le développement historique récent des rapports de pouvoir dans la Grande île. *Contrôle de l'information, discours religieux et propriété de larges moyens de production*. Or si cela fonctionne de toute évidence pour le premier, et, nous le verrons, pour le troisième, la question religieuse est quant à elle étonnamment absente des débats. Ce que tout le monde sait pourtant à Madagascar, c'est que le président de la République est aussi le vice-président laïque de l'une des plus puissantes églises du pays, l'Eglise de Jésus-Christ à Madagascar (FJKM), d'appartenance protestante, laquelle s'en trouve notablement favorisée. Juste retour des choses estiment certains, puisque le précédent gouvernement de M. Ratsiraka, lui-même catholique, avait fait profiter sa famille confessionnelle des mannes de l'Etat ; et ce malgré l'étiquette de « communiste » que lui avaient collé, à l'époque, les pays de

l'alliance capitaliste, dont la France, où certains hommes politiques et entrepreneurs acceptèrent assez mal que l'île rouge, qui ne l'a jamais été réellement que de sa forte teneur en latérite, se détourne de son ancien maître. Le gouvernement actuel prêche donc un évangile qui est sans même un soupçon de communisme : l'individualisme d'entrepreneuriat fonctionne avec un rapport individuel à Dieu, et le capitalisme avec le plus mondialisant des courants religieux actuels, qui l'est non seulement en regard de ses tendances charismatiques, peu présentes à Madagascar, mais par le fait qu'il offre aux Etats, sans les désavantages d'une dogmatique et d'une papauté, les principes liminaux d'une gestion bien-pensante de la société. Par ses discours truffés de références bibliques, l'homme politique prend ainsi en otage un peuple que la pauvreté porte, désormais, presque naturellement vers la religion chrétienne. Désormais, car avant d'être une ressource des plus démunis, le christianisme fut l'un des tristes flambeaux de la colonisation. Or, si prendre le relai de la lumière du « développement » impliqué par cette inscription historique revient à s'octroyer un pouvoir symbolique certain, ce pouvoir, au vu de la piété ancestrale de la population malgache, est à double tranchant. Car il met cette dernière en face d'une surdétermination du pouvoir politique, ramenant toute tentative de gouvernance à un *rapport* à l'Occident et à ses religions du progrès<sup>6</sup>. M. Ravalomanana aura joué cette carte à fond, légitimant ainsi son intérêt pour les chantiers structurels au détriment des chantiers sociaux. « Les pauvres n'ont qu'à aller à l'église », croirait-on entendre.

Mais le troisième pilier du pouvoir de M. Ravalomanana fait presque oublier cette posture de petite sagesse et de fermeté qu'il affectionne tant. Les Malgaches l'ont vu ainsi veiller à assurer aux entreprises Tiko (agroalimentaire), Alma (construction), Magro (grande distribution)<sup>7</sup> et autres, dont lui, ou plutôt son épouse et sa fille<sup>8</sup>, sont les propriétaires et qui sont parmi les plus florissantes du pays, les préférences des décisions de l'Etat. Ainsi du mobilier des bureaux du fonctionariat, dont Magro est le fournisseur. Ainsi de certains chantiers publics qui n'auraient pas été mis au concours. Ainsi de certaines denrées, comme le beurre et l'huile, dont Tiko a le quasi monopole, et dont les prix ont baissés avant les dernières élections présidentielles, pour remonter juste après. Et que dire de la politique d'exportation pratiquée actuellement, sinon qu'elle favorise surtout de telles entreprises, et pas du tout le producteur de riz qui vend pour l'étranger le meilleur de sa production, quitte à devoir racheter du riz sud-asiatique un peu plus tard dans l'année ? On sait par ailleurs les richesses du sous-sol malgache : mais le chef de l'Etat est également grand collectionneur de pierres précieuses, raison pour laquelle les exportations en sont actuellement fortement jugulées, le président ne souhaitant pas voir une belle affaire lui passer sous le nez<sup>9</sup>. Or si d'un côté il s'agit de reconnaître que le mouvement amorcé au cours du mois de janvier a permis à de nombreux litiges non-réglés de se manifester avec un certain opportunisme, il convient également de tirer les conséquences du mode de gouvernance actuel de la Grande Île. Entre ses entreprises, dont les cadres constituent l'essentiel de l'actuel gouvernement, et sa politique, M. Ravalomanana a mis en place un véritable Etat dans l'Etat ; et s'il y a eu trahison des principes du droit c'est d'abord là qu'il faut la chercher. Mais ces principes sont-ils antérieurs au peuple ? Non, certes. Et tout le problème se trouvera ainsi mis en relief par le fait que le copinage et la démagogie n'existent pas seulement dans les parages présidentiels. Si certaines actions sonnent faux depuis quelques temps aux oreilles d'une partie du peuple malgache, il faut voir aussi les façons populistes des partis d'opposition, lorsqu'ils les ont montées en

épinglé, sans chercher davantage que le gouvernement de M. Ravalomanana à amener le peuple à réfléchir par lui-même. Ainsi de l'achat d'un nouvel avion présidentiel ayant coûté 60 millions de dollars<sup>10</sup>, ou de l'affaire Daewoo, dans laquelle les sources se contredisent qui valident ou invalident la signature en 2008 d'un contrat de location à fonds perdu concernant la moitié des terres arables de Madagascar à cette société sud-coréenne<sup>11</sup>.

Reste cette logique managériale, par laquelle M. Ravalomanana mène son gouvernement, et qui n'épargne pas les institutions, au vu des modifications apportées à la Constitution malgache en 2008<sup>12</sup>. Outre donner au président le pouvoir de légiférer par ordonnance « en cas d'urgence ou de catastrophe »<sup>13</sup>, et faire passer la rééligibilité du chef de l'Etat de une à deux fois — ce qui permettra éventuellement à M. Ravalomanana de se succéder à lui-même en 2011 —, c'est la verticalité de l'organisation de l'Etat qui a été accrue, tout en cherchant la décentralisation du pouvoir vers des « provinces autonomes », dont les chefs sont pour l'heure nommé par la cellule présidentielle. Des voix se sont élevées à ce propos pour parler d'une déconcentration plutôt que d'une décentralisation, c'est-à-dire d'un pouvoir des responsables élus par l'administration plutôt que par le peuple<sup>14</sup>. M. Ravalomanana, dans ses discours, ne donne-t-il pas en effet l'impression de s'adresser à ses concitoyens comme à des enfants, ou à des employés ? Un président-manager cherchera à accroître l'efficacité de son pays-entreprise, mais une telle politique crée naturellement les conditions de sa propre perpétuation, voire de son renforcement. Cercle donc, et qui mène au pessimisme faible de ceux qui pensent aujourd'hui que le peuple malgache est « tout simplement » sous-développé, et voient le pays revenu à un point zéro dont on se demande bien ce qu'il pourrait être.

Il existe en vérité une différence cruciale entre les crises de 2002 et de 2009, à savoir, que la société de consommation s'est entre-temps développée à Madagascar, en particulier dans la capitale et les grandes villes. La crise actuelle n'est-elle pas essentiellement urbaine ? Son foyer n'a-t-il pas été la commune d'Antananarivo ? Par ailleurs, ce conflit oppose dans le jeu médiatico-politique deux membres de la même tribu, les Merina des hauts plateaux, et non pas, comme ce fut le cas en 2002, un habitant des hauts plateaux et un habitant des côtes. Les Merina sont historiquement habitués au pouvoir, à ses luttes, à ses diversions, et la situation de 2009 met ainsi face à face deux spécimens ayant été formés à la conception capitaliste du pouvoir. Ce dont il existe une contrepartie populaire, à savoir que l'ouverture du marché malgache aux investissements et aux produits étrangers, la multiplication des partenariats, les rapprochements avec la Chine et les Etats-Unis, ont entraînés des mutations des mœurs qui ne peuvent être ignorées. Il faut compter dans la même équation avec une désolidarisation des liens intergénérationnels<sup>15</sup>, telle qu'une part des traditions malgaches en est ébranlée. Mais surtout, un pays comme Madagascar ne dispose pas de la mémoire institutionnelle qui lui aurait permis de s'acclimater le capitalisme, lequel explose alors dans ses circuits et porte à un plus haut degré le risque d'emballement du système. Car si le capitalisme entraîne le désir d'autres ailleurs, ces déterritorialisations<sup>16</sup> se heurtent à la précarité d'un pays où l'écrasante majorité de la population ne peut même envisager un voyage en dehors de l'île. La schizophrénie impliquée à ce titre — ce qui est proposé comme objet du désir est aussi ce qu'on ne peut pas avoir<sup>17</sup> — génère un potentiel de crise. Potentiel qui se trouve intensifié par deux facteurs : le premier religieux, chrétien, où ce qui est proposé comme objet du désir pour la croissance du pays, est en même temps dénoncé comme ces biens « matériels » dont il faut se détacher ; et le second exemplaire, par le fossé qui sépare aux yeux de nombreuses

personnes la manière dont M. Ravalomanana conduit les affaires de l'Etat en parallèle avec ses affaires personnelles, et la manière en conformité de laquelle il demande aux gens de se conduire, à savoir se serrer la ceinture pour faire progresser l'économie... capitaliste.

Voici quelques unes des raisons qui, posées le long du chemin de la précarité, ont engagé les foules à se rassembler, en prenant le maire de la capitale comme élément cristallisateur. De manifestations en manifestations, en face d'un gouvernement dont l'inflexibilité n'eut d'égal que la mégalomanie, les revendications se sont faites plus vindicatives, et le samedi 24 janvier, dans le jardin d'Ambohitovo récemment rebaptisé par les contestataires « place de la Démocratie », la grève générale fut décidée pour le lundi. M. Ravalomanana écourte alors son séjour en Afrique du Sud, craignant un coup d'Etat qui l'aurait empêché dès lundi de revenir sur sol malgache. Dans un discours prononcé à son arrivée dimanche soir, le président exprime alors sa volonté de « remettre à la normale l'ordre public »<sup>18</sup>, à un moment où il aurait sans doute mieux valu prendre en considération les revendications populaires. M. Rajoelina exige désormais la démission en bloc du gouvernement, et la mise en place d'un gouvernement de transition. Lundi, rassemblement massif sur la place du 13 mai, et les manifestants se mettent en route, dans une ambiance chaleureuse, malgré une tension partout perceptible. Arrivés devant les locaux de la TVM, les pavés commencent à pleuvoir ; suivent de plus lourdes déprédations auxquelles les forces de l'ordre présentes en petit nombre répliquent au gaz lacrymogène. L'encadrement auquel on aurait pu s'attendre de la part des agents du maire est pour ainsi dire inexistant. Et la foule se remet en marche, et sur la route qui la mène aux quartiers de MBS, le passage des manifestants est acclamé par la population réunie sur les trottoirs. Arrivés sur place, des jeunes escaladent les murs, mettent le feu au bâtiment, ouvrent de l'intérieur les portes d'enceinte. Un manifestant se fait tuer d'une balle en pleine tête ; la panique s'empare de la foule à plusieurs reprises, faisant des blessés. Les quelques forces de l'ordre présentes finissent par se retirer, laissant le champ libre aux manifestants dont certains s'engouffrent à l'intérieur des locaux. Les voitures de la Croix-Rouge attendent non loin de là. Images saisissantes, tandis qu'à cinquante mètres des événements, des hommes et des femmes travaillent dans les rizières.

Déprédations et pillages se poursuivent durant la soirée, durant la nuit, dans tout le pays, et les forces de l'ordre ne s'interposent d'abord que très peu, non tellement d'après une volonté concertée de ne pas envenimer la situation, mais pour des raisons liées semble-t-il à une mésentente du président avec la gendarmerie d'une part, et avec l'armée d'autre part. De nombreuses sources parlent à ce propos de mercenaires sud-africains engagés par le chef de l'Etat, information démentie par le gouvernement. Le fait est que ce dernier s'est montré incapable de prévenir et de gérer cette situation de crise... ce dont il aurait été de bon goût de tirer les conséquences politiques. Mais M. Ravalomanana ne l'entend pas de cette oreille, préférant rejeter la responsabilité de ces actes sur « l'opposition », terme qui appartient à son codage politique et permet fort à propos de regarder ailleurs, lorsque l'événement engagé par le peuple de Madagascar regarde dans sa direction. Qui sont les responsables ? Dans un discours prononcé mercredi 28 janvier sur les ondes d'une radio privée, M. Ravalomanana évite prudemment d'accuser le jeune maire de Tana, auquel la population s'est désormais attachée comme à son porte-étendard. Mais outre cette prudence, il paraît clair que M. Rajoelina ne peut être pris pour la cause d'une révolte dont les tenants le dépasse, bien que de toute évidence les forces de l'opposition aient décidé de tirer parti des mouvements

populaires pour en contrôler les aboutissants. Le drame surgit éventuellement de ce que la personne se confond avec la fonction que lui ont fait incarner les circonstances. Mais nous n'en sommes pas encore là, et les questions qui se posent à ce moment-là sont surtout celles de savoir s'il y avait, dans les actes de destruction, des émulateurs politiquement intéressés, et si oui, lesquels. Le général Dollin Rasoloso, directeur de cabinet du maire Andry Rajoelina ? Ou Rolland Ratsiraka, neveu de l'ancien président exilé en France et ex-maire de Taomasina ? Des mandats d'arrêt ont été lancés le jeudi 28 contre ces deux hommes, que M. Ravalomanana accuse d'être « à la source des tensions »<sup>19</sup>, sans s'expliquer davantage. On reconnaîtra du moins, dans tout cela, que chaque parti utilise les manifestations, les débordements populaires et les pillages, comme un brouillard de guerre. Voilant des intentions politiques et des manœuvres que l'interprétation historique d'un prochain régime parviendra sans doute à rendre, catholique ou protestante, tout à fait « chrétiennes ».

Les journées de mardi et mercredi ont vu un retour progressif de l'armée sur le devant de la scène, et jeudi après-midi, alors que la révolte populaire gamberge entre fatigue et désabusement face à la prééminence accordée aux pillards dans l'actualité, ainsi qu'à un bilan en vies humaines de plus en plus lourd — on parlait mercredi de 68 morts sur l'ensemble du territoire<sup>20</sup>, liées principalement à des accidents lors des actes de vandalisme — la situation est redevenue calme dans la plupart des grandes villes de Madagascar. Les banques rouvrent en certains endroits, le trafic automobile reprend à Tana. Mais l'attente bat son plein, et la pénurie commence à se faire sentir. Malgré l'allocution des ambassadeurs étrangers, l'appel lancé par le Groupe des entrepreneurs malgaches<sup>21</sup>, les coups de fil de M. Bernard Kouchner, la tentative de médiation des églises, les interpellations des Etats-Unis, de l'ONU et de l'Union africaine<sup>22</sup>, qui refusent tous de prendre parti et en appellent à la discussion et à la concertation, chacun campe sur ses positions. M. Ravalomanana a repris contact avec son gouvernement et les membres de son aile politique, afin de reformer une alliance autour de lui ; jeudi, de nouveaux commandants ont ainsi été nommés à la tête de la gendarmerie. De son côté, M. Rajoelina appelle à de nouveaux rassemblements pour le samedi 31 janvier. Or, étant donné le fait que le mécontentement populaire n'a rencontré dans l'actuel gouvernement nulle intelligence de sa problématique, il y avait fort à parier que les affrontements reprendraient. Mais au lieu de cela, la tragédie s'est découverte une profondeur comique... C'est l'histoire d'un muet parlant à un sourd, qui a cru que le sourd ne lui répondait pas parce qu'il le méprisait. Le sourd, c'est M. Ravalomanana, ce président de la République qui a annoncé mercredi qu'aucune poursuite ne serait engagée suite à la destruction de ses entreprises, parce qu'il « comprend que le peuple est pauvre et a faim »<sup>23</sup>... Quant au muet qui croyait parler, M. Rajoelina, il s'est en réponse autoproclamé président de la République.

Deux présidents à Madagascar ? Et alors : deux peuples ? La situation est heureusement plus complexe : une multitude, indécise, désirent travailler mais prise en otage de part et d'autre, redoutant les privations, fatiguée qu'on la manipule. Car comment qualifier les prétentions des partis d'opposition qui, réunis derrière M. Rajoelina, clamaient le jeudi 29 janvier dans un communiqué, que « le peuple malgache se lève aujourd'hui comme un seul homme pour défendre toutes les Libertés et la Démocratie »<sup>24</sup> ? Un pieux mensonge ? A l'annonce faite samedi après-midi par M. Rajoelina qu'à partir « d'aujourd'hui c'est moi qui donne l'ordre pour le fonctionnement de la machine administrative, en attendant la mise en place d'un gouvernement de transition »<sup>25</sup>, M. Ravalomanana n'a eu, le soir même, qu'à

répliquer « qu'il y a 1546 maires qui ne peuvent pas tous se proclamer ainsi Président. »<sup>26</sup> M. Rajoelina demandait aux Ministères, dans son discours du même jour, de rester fermés le lundi, cherchant ainsi à faire la preuve de son autorité ; mais les Ministères étaient ouverts ce début de semaine, et l'affluence à la place du 13 mai en baisse par rapport au lundi précédent. L'opposition parle désormais de lancer une procédure de déchéance de l'actuel président de la République auprès du Parlement, mais celle-ci a peu de chance d'aboutir, étant donné le fait que le TIM est largement majoritaire dans les deux Chambres. Par ailleurs, la Haute Cour de Justice qui, d'après la Constitution, est seule apte à prononcer en dernier recours un empêchement, n'est pour l'heure pas encore constituée. La situation semble donc bloquée.

M. Rajoelina, qui avait tenu jusque là une position prudente, aura-t-il commis là une erreur, poussé en cela par les vieux routiers de l'opposition ? À jouer ainsi le tout pour le tout, il risque de perdre, non seulement pour lui-même, mais pour cette partie du peuple malgache qui s'était levée avec lui, et pour laquelle une bataille de longue haleine aurait peut-être été préférable. Mais une telle bataille est-elle seulement possible ? Le maire de la capitale en doute : « Pourquoi les gens descendent toujours dans la rue pour prendre le pouvoir ? Parce que les candidats ou partis politiques ne peuvent pas espérer, avec le gouvernement en place, prendre le pouvoir via une passation démocratique. »<sup>27</sup> Certaines cartes n'ont pas encore été retournées, et les prochains jours nous diront sans doute ce qu'il en sera. Mais les réflexions à court terme semblent dominer pour l'instant les débats. Une partie de la population voit en M. Ravalomanana un pourvoyeur de PPN qu'il pourrait y avoir avantage à laisser passer. Et ce président qui, régnant sur un pays qu'il a noyauté de partout, souhaite tenir ses engagements envers l'Union africaine, dont le sommet doit se tenir en juillet à Antananarivo, ne lâchera pas facilement le morceau... quitte à mettre en place une dictature ? Si la tension devait se maintenir, il y aurait soit à espérer l'annulation du sommet, soit à craindre des révoltes à ce moment-là qui, probablement, connaîtraient une répression autrement plus dure.

Les Malgaches ont peut-être bien quelque chose du cyclone : calme en temps normal, regardant ailleurs lorsqu'on les salue, pratiquant le *fihavanana*, cette « harmonie par l'amitié » qui tient levés les sourires et ne laisse pas éclater les conflits, ils sortent d'eux-mêmes sporadiquement avec la véhémence qui caractérise ces altérations de l'atmosphère. Mais les images ont leur limite... alors qu'un peuple n'en a pas : il les produit. Et ainsi la question qui se pose semble à peine de savoir qui de M. Ravalomanana ou de M. Rajoelina l'emportera : on troque facilement un entrepreneur à la tête d'un empire médiatique pour un autre. Suffit-il d'avoir à sa tête un entrepreneur dont la prospérité personnelle dépend de la prospérité du pays<sup>28</sup>, pour que ce pays s'enrichisse d'autres choses que de monnaie de singe ? N'y a-t-il pas là bien plutôt un compter-pour-nul culturel qui empêche le devenir de tout un peuple ? Dans les termes de l'éditorialiste Mialisoa Randriamampianina, une question se pose donc à toutes les forces constituantes de Madagascar :

« Il est clair maintenant que le bon Dieu sans confession ne devrait pas être accordé au premier venu. Mais pourquoi devrait-il l'être au second ? Et surtout, devrait-il encore l'être à qui que ce soit ? »<sup>29</sup>

<sup>1</sup> Abréviation de *Tiako-i-Madagasikara*, littéralement : « J'aime Madagascar ».

<sup>2</sup> Après s'être fait connaître comme DJ et organisateur de soirée, Andry Rajoelina a fondé *Injet*, une société d'affichage publicitaire actuellement leader à Madagascar.

<sup>3</sup> Rappelons que M. Rajoelina succéda ainsi à M. Patrick Ramiamanana, un proche de l'actuel président de la République, lequel fut maire de Tana jusqu'à son élection au sommet de l'Etat en 2002.

<sup>4</sup> Produits de Première Nécessité.

<sup>5</sup> Mon analyse. Trois piliers, et qui ne tiendrait pas debout sans le ciment du copinage, lequel peut s'avérer, comme dans les circonstances présentes, d'une certaine labilité...

<sup>6</sup> Lire par exemple Gilbert Rist : *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*.

<sup>7</sup> Magro pour « Madagascar grossiste », le plus gros réseau de distribution du pays, où a lieu la concentration de la production, de la distribution et de la vente des PPN.

<sup>8</sup> La Constitution malgache (art. 49) interdisant au président « toute autre activité professionnelle ».

<sup>9</sup> C'est l'histoire de « l'émeraude de Chan », une gangue de 536 kg incrustée de pierres précieuses, vendue légalement à la société Orgaco début 2008, provoquant la suspension de toute exportation par le conseil du gouvernement malgache. Cette mesure a été levée durant l'été de la même année, levée accompagnée de mesures de contrôle qui font depuis lors la colère des exportateurs. Voir notamment les articles parus dans *L'Express de Madagascar*, 08.05.2008 et 23.06.2008

<sup>10</sup> Sources : *L'Express de Madagascar* (Antananarivo), 06.01.2009 : « La somme déboursée constitue plus de 70% du budget du département chargé de la sécurité intérieure et équivaut au budget alloué à l'éducation post-fondamentale et à la recherche. »

<sup>11</sup> Un article paru dans le *Financial Times* le 19.11.2008 est à l'origine du scandale. Les terres en question auraient été louées à l'entreprise sud-coréenne pour une durée de 99 ans, celle-ci voulant y produire des cultures devant assurer l'approvisionnement de son pays d'origine. La signature du contrat est actuellement démentie par l'Etat malgache tout comme par Daewoo logistic corp. L'article du *Financial Times* est disponible sur le site internet du journal <http://www.ft.com>.

<sup>12</sup> Soumise au peuple par référendum, cette révision, malgré une faible participation, fut alors largement acceptée par l'ensemble de l'île ; ce qui porterait à penser que la capitale occupe une position singulière dans la trame politique de Madagascar, lorsqu'elle élit à sa mairie un politicien non affilié au TIM.

<sup>13</sup> Sources : Constitution de Madagascar.

<sup>14</sup> Voir par exemple : <http://www.la-constitution-en-afrique.org/article-18666996.html>.

<sup>15</sup> Beaucoup de jeunes en effet dans les manifestations, mais beaucoup de jeunes dans la société malgache en général ! Le parti de M. Andry Rajoelina se nomme d'ailleurs *Tanora malaGasy Vonona*, « Les jeunes malgaches décidés ».

<sup>16</sup> Je renvoie aux deux tomes de *Capitalisme et schizophrénie* écrits par Gilles Deleuze et Félix Guattari.

<sup>17</sup> Un *double-bind*, selon les termes de l'anthropologue et penseur Gregory Bateson.

<sup>18</sup> Sources : *Midi Madagasikara* (Antananarivo), 26.01.2009.

<sup>19</sup> Sources : IPS international.

<sup>20</sup> Sources : AFP, gendarmerie malgache.

<sup>21</sup> Le site internet <http://www.sobika.com> a réunis ces déclarations.

<sup>22</sup> Sources : *Midi Madagasikara* (Antananarivo), 31.01.2009.

<sup>23</sup> Sources : présidence de Madagascar.

<sup>24</sup> Sources : Communiqué de presse du 29.01.2009, de « l'ensemble des formations politiques de l'opposition à Madagascar et leur représentants en France », disponible sur <http://www.sobika.com>. Le passage cité est en gras dans le texte.

<sup>25</sup> Sources : *Midi Madagasikara* (Antananarivo), 02.02.2009

<sup>26</sup> Sources : présidence de Madagascar.

<sup>27</sup> Sources : AFP, 28.01.2009.

<sup>28</sup> Cf. les propos de Alain Ramaroson, cités par Fabienne Pompey dans *Le Monde*, 20.07.2005.

<sup>29</sup> Sources : *Les Nouvelles* (Antananarivo), 24.01.2009.